

*Le Ministre  
délégué auprès du Premier Ministre  
Ministre des droits de la femme*

Si lundi 8 mars 1982 toutes les femmes cessaient de travailler en même temps, je pense que l'on prendrait brusquement conscience que la nation dépend du travail des femmes.

Il me paraît toujours étrange, par exemple, qu'on puisse dire d'une femme au foyer qu'elle ne travaille pas, ou qu'on ait pu si longtemps considérer qu'une femme d'artisan ou d'agriculteur était sans travail. Que les femmes prennent un livre ou aillent se promener à la campagne et c'est le chaos. Les petits pleurant de n'être plus nourris ni changés, les plus grands sans personne pour les accompagner à l'école ni leur faire la classe, les quatre cinquièmes des élèves du secondaire abandonnés à leur sort, les boutiques fermées, les grandes surfaces vidées de leurs vendeuses, les boulangeries désertes, (qui, de 7 h du matin jusqu'à 8 h du soir, s'occupe du pain qu'il a cuit si ce n'est la femme du boulanger ?), les ménages pas faits, les cuisines où s'entassent les nourritures pas cuites et les vaisselles pas faites, les machines à écrire, les fiches du téléphone sans maîtres -ou plutôt sans maîtresses- toute la vie tertiaire exsangue, avec son monde féminin sur qui repose, quatre fois sur cinq, le confort et le bien être de tous.

Si le 8 mars, les femmes s'arrêtaient de travailler, les machines à coudre, les chaînes du textile, les robes et costumes de confection s'arrêteraient avec elles et tant d'ateliers de montage de précision. A la campagne, les bêtes ne seraient pas nourries, les oeufs ne seraient pas relevés dans les usines de ponte. Etc... Etc... Et dans les foyers affolés, devant les urgences de la vie multiple qui est la vie de travail des femmes, dans les bureaux, les usines, les fermes sans vie, il faudrait bien reconnaître alors l'immensité du travail féminin.

Mais les femmes ont toujours travaillé et travaillé dur et sans relâche. Longtemps on n'a pas reconnu la valeur collective et sociale de ce travail. Depuis un siècle au moins, elles revendiquent la citoyenneté de plein droit, et même s'il est vrai que mon hypothèse est une pure fiction, qu'elles ne cesseront pas ensemble le travail le 8 mars, il n'en reste pas moins que c'est ce travail dont elles entendent enfin que l'Etat et la Société reconnaissent la valeur, la puissance productrice, la contribution à l'économie nationale, la pénibilité, dans un esprit de justice et de solidarité.



Yvette ROUDY